

Précarité et inégalités énergétiques

Séminaire LIED-LIEPP

Jeudi 5 février 2025, salle 454A, bâtiment Condorcet, 4 rue Elsa Morante, 75013 Paris.

Un café d'accueil sera servi à partir de 13 h 30

Cette rencontre est organisée dans le cadre du projet JUSTENERGY, en partenariat avec le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) de Sciences Po Paris. Elle vise à faire dialoguer des recherches sur la précarité, la justice et les inégalités énergétiques depuis différentes perspectives disciplinaires – l'économie, le droit et la géographie – en analysant tant les difficultés d'accès à l'énergie des ménages précaires que les consommations d'énergie des ménages aisés, dans un contexte de transition énergétique.

14h00 - Adèle Sébert (maîtresse de conférences en sciences économiques à l'Université de Reims-Champagne Ardenne, laboratoire CRIEG, équipe REGARDS)

(Dé)faire le marché, (dé)faire la solidarité ? La prise en charge de la précarité énergétique à partir d'une analyse économique institutionnaliste

L'action publique et collective autour de la prise en charge des difficultés d'accès à l'énergie des ménages en France s'appuie sur diverses actions, menées par des acteurs privés, publics et para-publics, dans les domaines de l'approvisionnement énergétique et du service public, de la lutte contre la pauvreté et de la rénovation des logements. Celle-ci est bousculée d'une part par la séquence économique-énergétique de ces dernières années et d'autre part par la remise en cause de la capacité de l'État à répondre aux défis des transitions socio-écologiques, alors même que celui-ci s'est montré présent en période de crise des prix des énergies.

À partir d'une approche en économie politique institutionnaliste appliquée au matériau issu d'un travail de thèse (Sébert, 2022) et une première réflexion sur des projets de recherche en cours, la présentation sera construite en deux axes. Nous discuterons d'abord la fabrique de la figure du « précaire énergétique » à partir de sa construction institutionnelle conjointement à celle des modalités de sa prise en charge. Ensuite, nous nous intéresserons au registre de la solidarité qui sert à motiver l'action à l'intention des individus avec des difficultés d'accès à l'énergie, la solidarité étant entendue tant comme fait objectif qu'idéal moral (Blais, 2019), tant comme interdépendance fonctionnelle que mode d'intervention spécifique (Paugam, 2023). Cette seconde partie, plus prospective, permettra de questionner les implications économiques de la notion de « solidarité » qui serait appliquée pour caractériser les formes d'accès à l'énergie.

14h30 - Blanche Lormeteau (chargée de recherche CNRS, UMR IODE, Université de Rennes)

Justice énergétique : quand le droit est créateur d'inégalité énergétique

La justice énergétique, communément définie comme caractérisant un « système énergétique mondial qui répartit équitablement les avantages et les coûts des services énergétiques et qui prévoit un processus décisionnel représentatif et impartial en matière d'énergie » (Sovacool, Dworkin, 2014) émerge en marge de la libéralisation du système énergétique et de la mobilisation du droit de l'énergie au soutien de la lutte contre le changement climatique. La justice énergétique comporte une fonction descriptive, permettant d'identifier les inégalités énergétiques, et une fonction normative mettant en évidence les dimensions morales, équitables des systèmes énergétiques afin de formuler des recommandations aux décideurs publics, aux entreprises du secteur et aux régulateurs. Dépassant l'idée qu'elle est un but à atteindre, la présentation s'attachera à mettre en avant que la justice énergétique doit être également une méthodologie novatrice car systémique, du droit de la transition énergétique. Il s'agira alors d'analyser comment ce droit peut créer ou amplifier lui-même des inéquités mais également, dès lors que ces causes intrinsèques au droit sont identifiées, comment il peut y pallier.

15h00 Pause café

15h30 - Lise Desvallées (maîtresse de conférences en géographie à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, UMR TREE (TRansitions Énergétiques et Environnementales))

Richesse et patrimoine dans la transition énergétique : pour une approche critique des consommations d'énergie

La richesse et le patrimoine sont aujourd'hui positionnés au cœur de projets sur les inégalités d'émissions de gaz à effet de serre, mais ils restent très peu étudiés par les géographes, attentifs avant tout à l'aisance financière comme levier d'exclusion spatiale exercé par les dominants. Je propose de considérer les modes de vie des populations aisées comme pouvant être l'objet d'une géographie des consommations. En analysant les mobilités et le patrimoine de ces catégories sociales, l'objectif est de comprendre comment se recomposent leurs pratiques spatiales dans la transition vers un modèle décarboné. L'hypothèse centrale est que ces ménages sont à la fois plus efficaces dans leurs consommations, parce qu'ils ont accès à des technologies comme la voiture électrique, et plus consommateurs, parce que leurs modes de vie reposent sur une plus grande mobilité et sur des logements plus équipés.

16h La séance sera animée par **Nadine Roudil**, professeure de sociologie à l'Ecole d'architecture Paris Val-de-Seine (LAVUE)